

Souad Abderrahim : "On essaie toujours d'intimider les femmes"

Tunisie Pour la maire de Tunis, la priorité est de renforcer la démocratie à l'échelon local.

Entretien Vincent Braun

En juillet dernier, Souad Abderrahim est devenue la première femme à diriger la mairie de Tunis. Son élection à la tête de la capitale tunisienne, cette gérante d'une entreprise pharmaceutique devenue députée de l'Assemblée nationale constituante fin 2011 l'a obtenue sur la liste du parti islamiste Ennahda. Originaire de Sfax, cité emblématique de la Tunisie côtière favorisée, le nouvelle "cheikha de la médina" est convaincue que l'enracinement de la toute jeune démocratie tunisienne passe par les villes de provinces. M^{me} Abderrahim, qui croit aux vertus de la décentralisation, était ce mardi à Bruxelles pour signer un accord portant sur l'octroi d'une bourse de 500 000 dollars (environ 440 000 euros) avec Cities Alliance, une initiative de l'Onu pour renforcer les entités publiques locales. *La Libre* l'a rencontrée en exclusivité.

La décentralisation est-elle le remède aux inégalités qui ont été un facteur important de la révolution de 2011 en Tunisie ?

Oui, cette inégalité était à l'origine d'un déséquilibre entre les villes. La révolution est partie des régions internes car il y avait cette inégalité entre les grandes villes de la côte et les villes de l'intérieur, marginalisées, défavorisées, complètement oubliées (par le pouvoir). C'est de là, de Sidi Bouzid et de Kasserine, que les premiers signes de la révolution sont apparus. C'est pourquoi un nouveau modèle basé sur une démocratie participative et une gouvernance locale peut résoudre ce problème de la Tunisie. Ce sont les habitants qui vont défendre leur ville et choisir les programmes qui conviennent.

Pensez-vous avoir un avantage en tant que femme pour mener cette mission ?

Nous ne faisons pas de différence entre les hommes et les femmes, dans la Constitution. Être maire veut dire être mère pour sa ville, c'est être polyvalente, à la fois à l'écoute des problèmes et capable de traiter ces problèmes. Faire confiance à une femme pour gérer une ville aussi importante, ce n'est pas le fruit du hasard. C'est très significatif. Cela crée une dynamique. À Tunis, nous avons mis en place quinze commissions dont douze sont présidées par des femmes, et le conseil municipal est à 48,5 % paritaire. La loi

électorale exige la parité horizontale et verticale. C'est aux femmes de prouver qu'elles peuvent réussir.

Le projet de loi sur l'héritage égalitaire a rencontré des réticences de la part de ceux qui tiennent à la loi coranique, où la femme hérite moitié moins qu'un homme. Le Président a proposé de laisser le choix entre la loi civile et la loi divine : c'est le genre de compromis dont la Tunisie a besoin aujourd'hui ? J'ai lancé cette proposition avant le président de la République. Nous avons voté l'article sur l'égalité entre hommes et femmes et je pense que nous devons augmenter ce seuil pour les droits et libertés. Mais si cette augmentation peut créer une polarisation au sein de notre société nous devons trouver une solution. Pour moi, le choix législatif est une solution pendant une période de transition. Je suis pour un État civil, consacré par la Constitution.

Des voix ont dénoncé le retour de certaines normes religieuses au sein de la société, en particulier du fait du courant salafiste. Pensez-vous que cela puisse constituer une menace pour l'établissement de l'État de droit en cours ?

En 2012 et 2013 on a senti cette montée des salafistes mais le problème ne se pose plus actuellement. Mais peut-être que nous avons cette crainte. Je pense qu'on ne peut qu'appliquer la loi civile, qui est la même pour tous. Les partis politiques doivent être civils. La religion, elle, appartient à chacun. Mais on ne peut se baser sur la religion pour promouvoir une action civile. Le parti Ennahda a même divisé ses militants en choisissant d'être civil, de servir la loi et la Constitution.

Vous étiez tête de liste d'Ennahda pour les élections municipales de mai 2018. Qu'est-ce qui

vous a mené à ce parti au référent islamique ?

En 2011, j'étais indépendante. Les dirigeants du mouvement Ennahda sont venus me proposer d'être une garantie pour les femmes tunisiennes qui ont une phobie à l'égard des mouvements islamistes. J'ai accepté parce que je savais que je pouvais être une garantie

réelle pour ces femmes, et les tranquilliser. Mais je suis aussi une garantie pour le mouvement Ennahda lui-même parce que s'il a présenté une femme moderne, sans voile, cela veut dire qu'il n'a pas l'intention de changer le modèle culturel de la Tunisie. J'ai joué ce rôle, et il m'est arrivé parfois de faire l'opposition au sein du parti, de modérer les positions de certains. L'an dernier, la base militante du parti m'a témoigné sa confiance et m'a poussée à poser ma candidature.

Votre ambition dépasse-t-elle votre mission de maire à Tunis ?

Ma première ambition est que la municipalité de Tunis soit un modèle pour les autres. C'est de pouvoir mener à bien cette mission en tant que maire et que femme. Nous travaillons sous microscope. On essaie toujours d'intimider les femmes, de négliger, de dévaloriser les femmes, de dire qu'elles ne peuvent pas réussir. Les femmes présentent un taux de scolarisation élevé, mais par contre le taux d'embauche est bien inférieur. J'ai moi-même été beaucoup critiquée. Certains demandaient comment je pouvais être maire de Tunis alors que je suis née à Sfax, comment une femme islamiste peut être "cheikh el medina"... Ces questions subsistent, comme si nous avions encore cette discrimination à l'égard des femmes inscrite au fond de nous-mêmes.

"La religion appartient à chacun. Mais on ne peut se baser sur la religion pour promouvoir une action civile."

Souad Abderrahim
Maire islamiste de Tunis